

LOGO INTERVENANT	INTERVENANT *	LIEN*	ADRESSE *	CODE POSTAL *	VILLE *	PRESENTATION *	SPECIALITES*
	Amnesty International France	https://www.amnesty.fr/	76, boulevard de la Villette	75019	Paris	La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés notamment dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. L'Education aux droits humains (EDH) est une priorité d'Amnesty International, au même titre que le travail de recherche, de plaidoyer, de campagnes, de communication ou de collecte de fonds. Elle a pour but de sensibiliser, d'éveiller les consciences, de susciter l'esprit critique chez les citoyens de tout âge, au travers d'activités et d'outils pédagogiques variés. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, expositions, cas pratiques, mises en situation, projets sur le long terme, débats, participation à des concours	discriminations, libertés publiques, droits de l'enfant, sexualité
	ASMAE - Association Sœur Emmanuelle	www.asmae.fr/	Immeuble le Mélès, 259-261 rue de Paris	93100	Montreuil	ASMAE, association sœur Emmanuelle, est une organisation non gouvernementale (ONG) de solidarité internationale, spécialisée dans le développement de l'enfant. Indépendante, laïque et apolitique, elle est ouverte à tous.	Droits de l'enfant
	Association Accès au Droit des Enfants et des Jeunes (ADEJ)	http://adej.org/	5, cours Joseph Thierry	13001	Marseille	Depuis sa création en 1995, l'ADEJ s'investit pour favoriser l'accès au droit des enfants et des jeunes, et participe ainsi à la promotion des droits des enfants et des jeunes conformément aux principes fondamentaux de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE).	Tous mots clés
	Association des Jeunes Magistrats (AJM)	http://www.jeunesmagistrats.fr/v2/	25, avenue Mozart	75016	Paris	L'AJM intervient notamment en établissements scolaires auprès des plus jeunes pour faire connaître le métier de magistrat, faire de la pédagogie autour de la Justice. Aucun frais à prévoir. Modalités d'interventions : à fixer avec les jeunes magistrats. Aucun frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples et participation de jeunes à des audiences	organisation de la justice
	Association Eveil	http://www.eveil.asso.fr/	105 chemin de Ronde	78290	Croissy-sur-Seine	L'association ÉVEIL, créée en 1993, agréée par le ministère de l'Éducation nationale, est un acteur majeur dans le vaste champ de la sensibilisation des jeunes à la citoyenneté. Elle intervient auprès des jeunes et des professionnels qui les encadrent sur plusieurs thématiques importantes dans l'apprentissage de la citoyenneté, parmi lesquelles l'égalité et les discriminations. Frais à prévoir. Modalités d'intervention : Organisation annuelle du concours vidéo: "Prix Eveil à la citoyenneté" (3ème édition en 2017)	libertés publiques
	Association pour la Promotion de la Citoyenneté des Enfants et des Jeunes (APCEJ)	http://www.apcej.com/	41 rue de la République	93200	Saint Denis	L'APCEJ est une association créée en 1995 regroupant des professionnels du droit et de l'action sociale qui a pour mission l'accès au droit des jeunes citoyens. Modalités d'intervention : jeux, expositions, cas pratiques, procès simulé	Tous mots clés
	Ateliers Réflexions Ethique Jeunes (AREJ)	www.ethiquejeunes.fr/ateliers-ethique-jeunes/	229, chemin de Rapine	13090	Aix-en-Provence	Ces ateliers visent à développer le sens critique des lycéens, leur discernement et la communication non-violence, afin de leur transmettre les valeurs de la République. Frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, cas pratique.	accès au droit, libertés publiques
	Caméléon France	http://www.cameleon-association.org/	32 rue Robert Lindet	75015	Paris	CAMELEON France est une association de solidarité internationale, reconnue œuvre de bienfaisance et d'assistance, qui agit depuis plus de 24 ans en France et aux Philippines pour promouvoir les droits de l'Enfant et lutter contre les violences faites aux enfants. Labellisée IDEAS, elle propose des interventions en milieu scolaire et périscolaire pour les enfants et les jeunes de 6 à 18 ans sur les droits de l'Enfant, la solidarité internationale et prévention des violences (maltraitance, violences sexuelles, harcèlement, cyberpédocriminalité). Les ateliers et outils sont éligibles au Pacte pour l'Enfance du Ministère des Solidarités et de la Santé. Modalités d'intervention : séances de sensibilisation en présentiel (en région Ile-de-France) ou à distance (autres régions), sous forme de jeux et de débats. Frais à prévoir pour les interventions,	Droits de l'enfant, numérique, violences-harcèlement
	CEMEA	http://www.cemea.asso.fr/	24, rue Marc Seguin	75883	Paris Cedex 18	Les Cemea sont un mouvement d'éducation nouvelle, une association d'éducation populaire et un organisme de formation, intervenant dans les champs de la jeunesse, de l'éducation formelle et non-formelle, du travail social, de la culture et de l'international. Le but de l'association est de diffuser les principes de l'éducation nouvelle. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux	droits de l'enfant
	Centre Régional d'Information Jeunesse (CRIJ) La Réunion	http://www.crij-reunion.com/	28 rue Jean Chatel	97400	Saint Denis	Le CRIJ Réunion est la figure locale d'un réseau national dédié aux jeunes. Il répond à toutes les questions des jeunes, sur tous les sujets de leur vie quotidienne. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux	accès au droit
	Centres d'information des droits des femmes et de la famille (CIDFF)	http://www.infommes.com/A2/accueil.html	7 rue du Jura	75013	Paris	Lec CIDFF (Centre d'information des droits des femmes et de la famille) sont répartis sur toute la France. Ils informent, orientent et accompagnent le public, en priorité des femmes, dans les domaines de l'accès au droit, de la lutte contre les violences sexuelles, du soutien à la parentalité, de l'emploi, de la formation professionnelle et de la création d'entreprise, de la sexualité et de la santé. Frais à prévoir.	Tous mots clés
	CLAVIM	https://www.clavim.asso.fr/	47 rue du général Leclerc	92130	Issy-les-Moulineaux	Le CLAVIM (Cultures, Loisirs, Animations de la Ville d'Issy-les-Moulineaux) est une association 1901 qui intervient dans les domaines de l'animation, de la prévention et de la culture sur la ville d'Issy-les-Moulineaux.	Tous mots clés

	Clinique de droit de Nancy	http://cliniquedroit-nancy.fr/	NC	NC	NC	NC	Issue d'une initiative étudiante, la Clinique Juridique de Nancy repose sur un partenariat avec le barreau de Nancy qui, par des cabinets volontaires, soumettent aux étudiants cliniciens des cas de recherches jurisprudentielles afin de dégager une solution à l'affaire. Les étudiants sont répartis en différents groupes, dit « pôles de spécialités », dont chaque pôle est dirigé par un responsable de pôle qui est a minima en première année de Master. Cet étudiant sera chargé d'apporter à ses cadets les réflexes pratiques d'un clinicien.	Tous mots clés
	Clinique du droit HEAD (Hautes Etudes Appliquées du Droit)	http://cliniquedroitdesaffaires.fr/	120, rue La Fayette	75010	Paris	Paris	La Clinique du droit par l'école HEAD (Hautes Etudes Appliquées du Droit) rassemble des étudiants motivés par l'envie de sensibiliser les justiciables à utiliser le droit comme un outil et ainsi se familiariser avec les différents concepts correspondant aux problématiques rencontrées dans leur quotidien. Elle travaille essentiellement auprès de jeunes entrepreneurs pour les accompagner dans leurs projets professionnels.	Tous mots clés
	Clinique Juridique de l'Université de Clermont-Ferrand	https://droit.uca.fr/scalutite/faire-du-droit-aux-tremiers/clinique-des-droits-clermont-ferrand/clinique-des-droits-mjd-da-clermont-ferrand-46176.kisp	MJD de SAINT JACQUES, 10 boulevard Claude Bernard	63000	Clermont-Ferrand	Clermont-Ferrand	Ouverte en janvier 2018, la Clinique des droits de l'Université de Clermont-Ferrand permet l'accueil, par des étudiants préalablement sélectionnés et formés, d'étrangers ou demandeurs d'asile, confrontés à une difficulté administrative ou juridique. Sous la supervision d'avocats et d'universitaires, ces étudiants élaborent les réponses à apporter à ces demandes.	
	Clinique Juridique de Bordeaux	www.cliniquedudroit.fr	NC	NC	NC	NC	La Clinique du droit est un projet du Forum Montesquieu, Centre d'innovation sociale de la Faculté de droit et de science politique de l'université de Bordeaux. Elle a un double objectif : pédagogique, car elle permet aux étudiants de l'université de mettre en mouvement leurs connaissances juridiques, et social en ce qu'elle favorise l'accès au droit sur le territoire. A cette fin, elle compte aujourd'hui plusieurs projets dont un service d'information juridique à destination des citoyens et un projet d'initiation au droit en milieu scolaire. L'objectif de ce dernier projet est de proposer à des étudiants en droit à l'université de Bordeaux de se mettre au service d'établissements scolaires (écoles primaires, collèges, lycées) en proposant des ateliers et/ou modules de pédagogie juridique. En accord avec les professeurs des établissements concernés, et sous la supervision d'enseignants-chercheurs de l'université de Bordeaux, les étudiants de la Clinique du droit construiront et animeront ces sessions au sein des établissements. ®	Tous mots clés
	Clinique Juridique de l'Université Jean Moulin Lyon 3	http://cliniqujuridique.univ-lyon3.fr/	L'École des Avocats Rhône Alpes (EDARA) 191 Rue Vendôme	69003	Lyon	Lyon	Une clinique juridique est un service d'orientation juridique gratuit. Pilotée par la Faculté de droit, la clinique juridique est un outil d'accès au droit ouvert à tous. Le Barreau de Lyon, la Chambre régionale des notaires et L'École des avocats de la région Rhône-Alpes sont des partenaires de cette structure. Cette clinique permet à ceux qui le souhaitent d'obtenir un rendez-vous pour venir échanger sur des difficultés d'ordre juridique afin de pouvoir être orienté. Ce rendez-vous est animé par des étudiants en fin de parcours universitaire (Master 2) et des élèves avocats qui, après avoir échangé avec l'usager de la clinique, lui proposeront une restitution deux semaines plus tard. Toutes les informations transmises à cette occasion à l'oral, à l'écrit ou à travers un autre document restent strictement confidentielles. Par ailleurs, un référent (enseignant/chercheur, avocat ou notaire) contrôle de manière systématique les restitutions de étudiants et des élèves avocats. Les principaux domaines concernés sont le droit des affaires, le droit de la consommation, le droit de la famille, le droit immobilier et le droit social.	Tous mots clés
	Clinique juridique de l'université de Paris	http://www2.droit.univ-paris5.fr/atelier_clinique_juridique/	10 Avenue Pierre Larousse	92240	Malakoff	Malakoff	Proposé aux étudiants en droit de la faculté à partir de la 3ème année de licence, la clinique juridique de l'Université de Paris s'organise sous la forme d'un atelier d'information juridique au bénéfice des justiciables (particuliers, entreprises, associations).	Tous mots clés
	Clinique Juridique Saint-Denis	http://www.ufr-droit.univ-paris8.fr/CLINIQUE-JURIDIQUE	2, rue de la Liberté	93526	Saint-Denis Cedex	Saint-Denis Cedex	La clinique du droit de Paris 8 est une association d'étudiants qui offre une assistance juridique pour les populations défavorisées présentes dans le département de Seine-Saint-Denis. Aucun frais à prévoir. Modalités d'interventions : interventions simples.	Tous mots clés
	Clinique légistique de Saclay	https://alumni.uvsq.fr/groupe/clinique-de-legistique/120	LVSQ, 55 avenue de Paris,	78035	Versailles cedex	Versailles cedex	Membre du Réseau des cliniques juridiques francophones (RCJF), la Clinique de légistique est l'unique clinique du droit française dédiée à l'étude et à l'écriture de la loi. Portée par le Centre Versailles Institutions Publiques (VIP) et le Laboratoire de Droit des Affaires et Nouvelles Technologies (DANTE), elle recouvre deux volets complémentaires : - Faire émerger une nouvelle catégorie professionnelle de « Juristes Légistique », en formant des étudiants à la théorie et à la pratique rédactionnelle. - Promouvoir une Recherche appliquée, favorisant la participation des laboratoires à la politique d'intérêt général d'amélioration de la qualité du droit	Tous mots clés
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Paris (75)		Parvis du Tribunal de Paris	75017	Paris	Paris	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : projections de films autour d'un thème choisi et débats en classe par des professionnels du droit.	accès au droit

	Conseil départemental de l'accès au droit	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Ain (01)	34, cours de Verdun	1000	Bourg en Bresse	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, cas pratiques, procès simulé, expositions.	organisation de la justice, violences-harcèlement, accès au droit
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Alpes de Haute-Provence (04)	Tribunal de Grande Instance 6, place des Récollets	4000	Digne-les-Bains	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, expositions, festival du film judiciaire (lycéens), travail de groupe, découverte de la justice en assistant à des audiences pénales et rencontres avec les professionnels de la justice, participations aux semaines Santé-citoyenneté organisées dans les collèges du département (outil : vidéos du Ministère de la Justice – Justimémo).	organisation de la justice, droits de l'enfant
	conseil départemental d'accès au droit de l'aube	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Aube (10)	TGI de Troyes 85 rue du Général de Gaulle BP 384	10026	Troyes Cedex	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, procès simulé, jeux, expositions, action ciné justice, cas pratique.	violences-harcèlement, numérique, accès au droit, discriminations
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Belfort (90)	Tribunal de Grande Instance 9, place de la République	90020	Belfort Cedex	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, cas pratique.	accès au droit
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Bouches-du-Rhône	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Bouches du Rhône (13)	Tribunal de Grande Instance 6, rue Joseph Autran	13006	Marseille	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, procès simulé, jeux, expositions.	organisation de la justice, discriminations, accès au droit
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Corrèze (19)	9, Quai Gabriel Péri	19000	Tulle	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, procès simulé.	organisation de la justice
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Guyane	Tribunal de Grande Instance 15, avenue du Général de Gaulle	97300	CAYENNE	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, cas pratique.	accès au droit
	CDAD Haute-Loire	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Haute-Loire (43)	Palais de justice - 6 place du Breuil	43000	Le Puy-en-Velay	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, procès simulé, expositions (13/18 ans).	accès au droit
	Conseil Départemental d'Accès au Droit des Hautes-Pyrénées	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Hautes-Pyrénées (65)	Palais de justice 6 bis rue du Maréchal Foch	65000	Tarbes	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, cas pratiques, procès simulé, organisation de forums, création d'une webapp : http://www.tatout.info	accès au droit, organisation de la justice, violences-harcèlement
	Conseil Départemental de l'Accès au Droit des Landes	Conseil Départemental de l'Accès au Droit - CDAD Landes	http://www.cdad-landes.justice.fr/ 68 Boulevard d'Haussez	40000	Mont-de-Marsan	Les Conseils départementaux de l'accès au droit (CDAD) sont chargés de définir et mettre en oeuvre une politique d'aide à l'accès au droit, notamment en faveur des plus démunis. Modalités d'intervention : interventions simples, visites d'audiences, jeu de société, procès fictif, organisation de forum, création d'une webapp (http://www.tatout40.info/templates/tatout40.php)	Accès au droit et organisation de la justice

 <p>croix-rouge française PARTOUT OÙ VOUS AVEZ BESOIN DE NOUS</p>	Croix-Rouge Française		98 rue Didot	75694	Paris Cedex 14	La Croix-Rouge Française, l'une des 190 sociétés nationales du Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, a pour objet de « prévenir et apaiser toutes les souffrances humaines en toute impartialité et sans discrimination ». Présente sur l'ensemble du territoire français, avec ses 58 000 bénévoles, dont 13 000 entre 7 et 30 ans, elle agit sur 5 domaines d'actions : l'urgence et le secourisme, l'action sociale, la formation, la solidarité internationale, la santé et l'autonomie ».	accès au droit
 <p>DÉFENSE DES ENFANTS INTERNATIONAL FRANCE</p>	DEI - France	http://www.dei-france.org/	41 rue de la République	93200	Saint-Denis	DEI France est la section Française, constituée le 20 novembre 1998, de l'ONG Défense des Enfants International. DEI France est une association qui vise à la promotion de l'enfance, qui veille à l'application de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (CIDE) et qui milite pour que cette dernière soit connue de tous et effectivement appliquée pour tous les enfants qui résident en France. Les membres bénévoles de DEI France sont des juristes, médecins, enseignants, chercheurs, travailleurs sociaux, cadres de l'action sociale etc... Frais à prévoir. Modalités d'intervention : Interventions simples, Débats, Jeux, Cas pratiques. Ces interventions pourront être réalisées en binôme.	droits de l'enfant, accès au droit
 <p>MINISTÈRE DE LA JUSTICE</p>	DPIJ	http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/la-dir-de-la-protection-judiciaire-de-la-jeunesse-10269/	Site Olympe de Gouges 35 rue de la Gare Paris	75019	Paris	Au titre de sa mission d'éducation auprès des mineurs sous mandat judiciaire, la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse met en place, avec des partenaires, des projets favorisant l'éducation des mineurs au(x) droit(s). Modalités d'intervention : interventions simples, expositions (13/18 ans), quiz.	organisation de la Justice, discriminations, accès au droit
 <p>DROITS D'ACCÈS Avocats.e.s et juristes pour l'égalité des chances et le décrochage social des élèves des quartiers populaires</p>	Droits d'accès	https://droits-d-accés.fr/	11 rue du square carpeaux	75018	PARIS	Pour favoriser l'égalité des chances et le décrochage social, Droits d'Accès propose de faire la jonction entre le monde des avocats, et plus largement du droit, et celui des élèves des quartiers populaires scolarisés de la primaire à la terminale. L'association se mobilise à travers la combinaison de deux actions parallèles et complémentaires : 1. Faire sortir les jeunes de leur quartier En leur ouvrant les portes des cabinets d'avocats et des services juridiques, notamment à l'occasion de leurs stages en classe de 3ème. En organisant des sorties scolaires à la découverte du monde du droit 2. Faire entrer les avocats et juristes dans les établissements scolaires partenaires En organisant des ateliers juridiques sur la citoyenneté au soutien de l'enseignement de l'éducation morale et civique En favorisant le dialogue, l'argumentation et le travail de l'oralité	Tous mots clés
 <p>École des Droits de l'Homme</p>	Ecole des Droits de l'Homme	www.ecoledesdroitsdelhomme.org/	14 boulevard de la Gare	31500	Toulouse	L'École Des Droits de l'Homme (EDDH) a pour mission de développer la culture des Droits de l'Homme dès le plus jeune âge et tout au long de la vie. Frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples, cas pratiques, procès simulés, mises en place de projets co-construits avec des jeunes à destination d'autres jeunes pour lutter contre les discriminations animations, vidéo, etc... jeux, expositions.	Tous mots clés
 <p>e-Enfance</p>	E-enfance	www.e-enfance.org www.netecoute.fr	11 Rue des Halles	75001	Paris	Reconnue d'utilité publique, l'Association e-Enfance est la référence pour la protection des mineurs sur Internet depuis 2005. Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale, elle propose des interventions en milieu scolaire, des formations sur les risques et bons usages d'Internet et opère le numéro national Net Ecoute. Gratuit, anonyme et confidentiel, Net Ecoute 0800 200 000 est le numéro vert spécialisé dans la protection des mineurs sur Internet. C'est le seul dispositif d'alerte à être en lien direct avec les réseaux sociaux, les plateformes « Pharos » de la Police nationale et « Brigade numérique » de la Gendarmerie nationale, et le 119-Enfance en danger. Il est également soutenu par la Commission Européenne dans le cadre de son programme Safer Internet et par la DILCRAH (Délégation Interministérielle de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie).	droits de l'enfant
 <p>enfance & partage</p>	Enfance et partage	http://www.enfance-et-partage.org/	96 rue Orfila	75020	Paris	L'association Enfance et partage œuvre pour la reconnaissance, la promotion et la défense des droits de l'enfant, en France et dans le monde. L'association dispose de 80 bénévoles engagés sur le terrain, continuellement formés et menant des actions dans les établissements scolaires (de la maternelle au lycée) sur tout le territoire français. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, expositions.	droits de l'enfant

	Ensemble contre la peine de mort	http://www.ecpm.org/	62 bis avenue parmentier	75011	Paris	L'abolition de la peine de mort n'est jamais acquise. 60 % de la population mondiale vit toujours dans un pays dont le système pénal comporte la peine de mort et, dans les pays abolitionnistes, l'opinion publique doit sans cesse être informée et sensibilisée. Avec son projet « Éduquer à l'abolition », créé en 2009, ECPM (Ensemble contre la peine de mort) a pu développer différents modes de sensibilisation des jeunes : modules de cours, interventions scolaires et projets de classe.	Lutte contre la peine de mort
	Fédération des délégués départementaux de l'Éducation Nationale (FDDEN)	http://www.dden-fed.org/	124 rue La Fayette	75010	Paris	La Fédération des DDEN, créée en 1906, regroupe les Unions départementales. Le but essentiel qui lui est assigné est de resserrer les liens d'estime et de fraternité entre les DDEN mais aussi de leur permettre de remplir efficacement le rôle social qui leur est attribué par la loi. Elle a pour objet d'animer et de coordonner l'action militante des Unions départementales, de les informer, de les représenter au plan national et de défendre la laïcité à tous niveaux.	Discriminations
	La fédé 100% Handinamique	https://www.handinamique.org/	14 rue scandicci	93500	Pantin	L'association se donne pour mission d'optimiser, à travers un engagement étudiant pérenne les conditions de formation et d'insertion professionnelle des jeunes handicapés. Frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples et jeux	discrimination
	Génération numérique	www.asso-generationnumerique.org	63 bis, rue de la Tombe Issoire	75014	Paris	Des animateurs spécialisés répartis sur tout le territoire métropolitain interviennent dans les écoles, collèges, lycées et dans les structures non scolaires (MIC, ITEP, IME...) en y animant des séances d'information et de prévention concernant les enjeux et les risques du numérique. Les sujets abordés dépendent de l'âge des publics et des attentes des structures (cyber harcèlement, téléchargement, réseaux sociaux, téléphone mobile, jeux vidéo, éducation aux médias et à l'information, citoyenneté, égalité fille-garçon).	droits de l'enfant, monde numérique
	Il faudra leur dire	https://www.iffaudraleurdire.fr/	3 rue Déodat de Séverac	66000	Périgord	L'association Il faudra leur dire est une association de protection de l'Enfance basée sur Périgord. Modalité d'intervention : support vidéo, expositions, jeux, village des droits de l'Enfant.	droits de l'enfant
	Infodroits	www.infodbi.com/	23, allées des Tulipes ☺	33600	Pessac	Infodroits est une structure d'aide à l'accès au droit dont l'objectif principal est de promouvoir la connaissance du droit à travers notamment des séances collectives d'éducation à la citoyenneté réalisées auprès d'enfants et de jeunes. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, cas pratique, procès simulé, supports audiovisuels, rallyes citoyens...	accès au droit
	InitiaDroit	http://initiadroit.com/	11 place Dauphine	75001	Paris	InitiaDROIT est une association d'avocats bénévoles, reconnue d'Utilité Publique, créée en septembre 2005. Sa mission est d'ouvrir le droit aux jeunes notamment par des interventions dans les collèges et lycées à partir de cas pratiques présentés par des avocats.	Tous mots clés
	Institut de Formation, d'Animation et de Conseil (IFAC)	https://www.ifac.asso.fr/	53 rue du RP C. Gilbert	92565	Asnières sur Seine cedex	Association nationale à but non-lucratif, à vocation éducative, sociale et territoriale. L'IFAC a trois métiers : ☺ la formation aux métiers des services à la personne (exemple : auxiliaires de vie) ; ☺ l'animation d'activités et la gestion d'espaces socioculturels et éducatifs (exemple : interventions en centre de loisirs pour les maternelles et le public élémentaire, au sein des Points Informations Jeunesse et Bureaux Information Jeunesse) ; ☺ le conseil des acteurs de la vie locale.	Animation, jeunesse
	Institut international des droits de l'homme et de la paix	www.iidhp.eu	Le Pentacle – 5 avenue Tsukuba	14200	Hérouville Saint-Clair	L'Institut international des droits de l'Homme et de la paix considère que les droits ne peuvent être revendiqués que s'ils sont connus. Dès lors, il utilise les compétences juridiques de ses membres afin de contribuer au développement d'une culture de paix, et favorise ainsi la connaissance des droits de l'Homme par tous les citoyens. A cette fin, l'Institut a fait de l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté l'outil privilégié pour sensibiliser tous les publics. L'Institut met ainsi en œuvre en France et à l'international des actions de diffusion et de formation aux droits de l'Homme en utilisant des méthodes d'éducation non-formelle. Modalités à prévoir : activités pédagogiques et ludiques autour des droits de l'Homme et de la citoyenneté. ☺	Accès aux droits

 <p>Jets d'encre Association nationale pour la promotion et la défense de la presse d'initiative jeune</p>	jets d'encre	http://www.jetsdencre.asso.fr/	39 rue des Cascades	75020	Paris	Avec ou sans moyens, avec ou sans aide, mais toujours avec la rage et le plaisir de s'exprimer, les jeunes prennent la parole et créent des journaux dans les lieux de vie qui sont les leurs. Phénomène unique et majeur, cette presse originale reste néanmoins confrontée à de nombreuses barrières, de l'indifférence à la censure, qui sont autant d'atteintes au droit d'expression des jeunes. C'est pour cela que Jets d'encre consacre son activité à la reconnaissance et à la défense des journaux réalisés par les jeunes de 11 à 25 ans. L'association se fixe pour objectif de fédérer, de valoriser, de développer et de défendre ces expériences de presse, qu'elles aient pour origine le cadre scolaire et universitaire (collège, lycée, fac) ou non (conseil d'enfants et de jeunes, maison de quartier, association). L'association anime des formations et ateliers sur les thématiques du droit d'expression, d'opinion et de presse.	Tous mots clés
 <p>Jade JEUNES AMBASSADEURS DES DROITS</p>	Jeunes Ambassadeurs des Droits de l'Enfant (JADE)	https://www.defenseurdesdroits.fr/fr/les-jeunes-ambassadeurs-des-droits-jade	3, place de Fontenoy	75334	Paris Cedex 07	Les jeunes ambassadeurs des droits de l'enfant sont des jeunes en service civique, âgés de 18 à 25 ans. Ils sont recrutés par le Défenseur des droits afin d'aller à la rencontre des jeunes pour les sensibiliser aux droits de l'enfant et à la lutte contre les discriminations. Aucun frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples, cas pratiques, jeux	droits de l'enfant, discrimination
 <p>Jeunes et Citoyenneté Promouvoir les droits et les devoirs</p>	Jeunes et citoyenneté	http://jeunesetcitoyennete.fr/	Maison des Associations, 191 Rue de Verdun	94500	Champigny-sur-Marne	Jeunes et Citoyenneté a pour mission de promouvoir des actions de sensibilisation de nature individuelle et collective, sur les droits et les devoirs auprès, notamment, des collégiens-ne-s, des lycéens-ne-s et des jeunes de Maisons de Quartier. Les interventions sont fondées sur la méthode d'apprentissage par expérimentation, au moyen d'outils ludiques, concrets. Les animations se déroulent dans un espace d'écoute et de bienveillance. Modalités d'intervention : _ Visites au sein de l'Institution Judiciaire _ Reconstitutions de procès pénal _ Rencontres avec le personnel judiciaire et les auxiliaires de justice _ Débats	accès au droit, organisation de la justice, violences-harcèlement, numérique
 <p>La Cimade L'humanité passe par l'autre</p>	La Cimade	www.lacimade.org/	64, rue Clisson	75013	Paris	La Cimade est une association de solidarité active avec les migrants, les réfugiés et les demandeurs d'asile. Aucun frais à prévoir. Modalités d'intervention : Jeux, films	discriminations
 <p>leo lagrange FEDERATION</p>	Léo Lagrange	http://www.leolagrange.org/			Paris	Pour répondre à son engagement d'éducation populaire, la Fédération s'adresse à tous les publics et s'investit dans tous les champs d'action susceptibles de permettre à chacun de trouver sa place dans la collectivité. Frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux et cas pratiques	discriminations, accès au droit
 <p>les francas L'éducation en mouvement !</p>	Les Francas	www.francas.asso.fr/	12 Rue Tolain	75020	Paris	La Fédération nationale des Francas est une association d'éducation populaire née en 1944. Elle regroupe 81 associations départementales et appuie son action sur des valeurs -humanisme, liberté, égalité, solidarité, laïcité, paix- qu'elle met en vie dans l'action éducative locale, avec un réseau de 5000 organisateurs locaux d'activités. Les Francas considèrent que " les droits de l'Homme et les droits de l'enfant sont à la fois des objectifs à atteindre et des principes à respecter, en vue d'en garantir l'accès et l'effectivité". Frais à prévoir. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, ateliers philo, radio itinérante	droits de l'enfant
 <p>LES PETITS CITOYENS</p>	Les Petits Citoyens	www.lespetitscitoyens.com	150 rue des Poissonniers	75883	Paris cedex 18	L'association Les Petits Citoyens a la volonté de développer chez les enfants de 7 à 11 ans un esprit d'ouverture pour qu'ils s'interrogent et questionnent les plus grands sur le monde qui les entoure. L'association élabore des outils pédagogiques ludiques de sensibilisation adaptés aux enfants sur des sujets complexes de société. En proposant une pédagogie active, elle invite les enfants à s'exprimer et penser par eux-mêmes. Ils sont ainsi acteurs mais aussi auteurs de leur découverte de la citoyenneté. Cinq personnages de bande dessinée permettent aux enfants de s'identifier et de susciter leur coopération de façon ludique et positive.	accès au droit, discriminations, droit de l'enfant, organisation de la justice, violences-harcèlement
 <p>Ligue des droits de l'Homme</p>	Ligue des Droits de l'Homme	www.ldh-france.org/	138, rue Marcadet	75018	Paris	Association de la loi de 1901 généraliste des droits. Pour des droits indivisibles et universels. L'association nationale est agréée par l'Éducation Nationale. Elle est présente sur tout le territoire en métropole et en outre-mer grâce à ses sections locales. Quelques exemples d'actions phares : la LDH en résidence, la parole aux élèves (région Occitanie), les concours de plaidoiries, le concours des Écrits pour la fraternité.	Accès au droit, discrimination, droits de l'enfant, libertés publiques, organisation de la justice, violences-harcèlement
 <p>La Maison des Droits de l'Enfant de Touraine</p>	Maison des Droits de l'Enfant de Touraine	www.mdetouraine.fr/	75, rue du Colombier	37100	Tours	La Maison des Droits de l'Enfant développe des actions collectives de promotion de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant auprès des enfants et des jeunes, en milieu scolaire. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, cas pratique, procès simulé, conférences, colloques...	droits de l'enfant, numérique, discriminations, organisation de justice

	Maison des Droits de l'Enfant du Cher	http://mde18.weebly.com/index.html	28, rue Gambon	18000	Bourges	Créée en 2005, la Maison des Droits de l'Enfant du Cher s'inscrit dans une démarche globale d'accompagnement de l'enfant.	droits de l'enfant
	Maison des droits des enfants et des jeunes de Toulouse	www.droits-et-enfants.com/	22-24, rue Monserey	31500	Toulouse	La Maison des Droits des Enfants et des Jeunes est un lieu d'écoute et d'information, d'accès au droit pour les mineurs et jeunes majeurs, de médiation familiale et de formation. Frais à prévoir : oui (excepté pour Toulouse) Modalités d'intervention : jeux et procès simulé !!	droits de l'enfant, organisation de la justice, sexualité, numérique, violences - harcèlement, discrimination, accès au droit
	Maison des enfants de la Côte d'Opale	http://www.lesmaisonsdesenfantsdelacotedeopale.com/	264 Rue du Four À Chaux	62280	Saint-Martin-Boulogne	L'association « Les Maisons des Enfants de la Côte d'Opale » a pour objet l'aide sociale à l'enfance et notamment la formation, l'assistance et l'aide physique et morale de toutes personnes, et en particulier, des mineurs en difficulté sociale, physique ou familiale confiés par décision administrative ou judiciaire dans le cadre de la protection de l'enfance.	droits de l'enfant
	Office central de la coopération à l'école	http://www2.occe.coop/	Fédération Nationale 101 bis rue du Ranelagh	75016	PARIS	Association nationale régie par la loi de 1901, agréée par l'Education Nationale au titre des "associations éducatives complémentaires de l'enseignement public et reconnue d'utilité publique depuis 1968. L'OCCE est un mouvement pédagogique national qui développe au sein des écoles et des établissements publics de l'éducation nationale les valeurs et les pratiques de la coopération.	droits de l'enfant
	PLAY International	https://www.play-international.org/	173 rue de Vaugirard	75015	Paris	PLAY International est une ONG pionnière dans le secteur du développement et de l'éducation par le sport. Elle a été fondée en 1999 sur une conviction : le sport est une source de solutions pour répondre à nos enjeux de société. A travers le sport, PLAY International fait émerger des solutions collectives pour permettre l'éducation, l'inclusion et le bien être de chacun(e). Son action sur le terrain conforte une conviction profonde : le sport est à la fois un droit et une façon de résoudre les problématiques de nos sociétés. Depuis sa création officielle le 23 octobre 1999, PLAY International a mis en œuvre des projets humanitaires et éducatifs dans plus de 20 pays pour le bénéfice de plus de 850 000 bénéficiaires. En France, elle travaille avec le Ministère de l'Éducation nationale, près d'une quarantaine de collectivités et de nombreuses associations locales pour former et accompagner les professionnels de l'éducation à utiliser le sport comme outil éducatif. Les programmes en France traitent les questions de santé mais également de vivre-ensemble : égalité filles-garçons, changement de regard sur le handicap ou encore lutte contre les discriminations.	Éducation
	Solidarité laïque	http://www.solidarite-laïque.org/	22, rue Corvisart	75013	Paris	Solidarité Laïque est une association loi de 1901 dont les programmes en France et dans le monde cherchent à faciliter l'accès aux droits fondamentaux. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, animations sur le droit à l'éducation, les droits de l'enfant dans leur globalité et le droit à la non discrimination. Solidarité Laïque dispose de plusieurs outils sur ces thématiques.	droits de l'enfant
	Thémis	http://www.grainedectoven.fr/	24 Rue du 22 Novembre	67000	Strasbourg	Themis est une association d'accès au droit pour les enfants et les jeunes, créée en 1990. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, expositions, cas pratique, procès simulé.	accès au droit, discrimination, droits de l'enfant, libertés publiques, numérique, organisation de la justice
	UNICEF	http://www.unicef.org/french/	3 Rue Duguay Trouin	75006	Paris Cedex 06	UNICEF France, est une association loi 1901 à but non lucratif, reconnue d'utilité publique et membre du Comité de la charte du don en confiance. Créée en 1964, elle est accréditée pour représenter l'UNICEF auprès des pouvoirs publics et de la société civile française. Nos missions : Engager le grand public, les jeunes, la communauté éducative et les pouvoirs publics en faveur de la cause des enfants et des adolescents, en France et dans le monde, pour faire avancer leurs droits ; soutenir les programmes de terrain de l'UNICEF en mobilisant la générosité des donateurs et en construisant des partenariats avec les entreprises. Modalités d'intervention : interventions simples, jeux, expositions	droits de l'enfant



Union nationale des missions locales (UNML)

<https://www.unml.info/accueil.html>

3 rue de Metz

75010

Paris

L'Union Nationale des Missions Locales (UNML) est l'union représentative et fédératrice du réseau des Missions Locales et des autres organismes d'insertion. Association de loi 1901 créée en 2003, elle a une double fonction : représenter le réseau national et être le syndicat d'employeurs de la branche des Missions Locales, des Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) et d'autres organismes d'insertion.

accès aux droits